L'ABEILLE.

PARAISSANT ET PUBLIÉ, TOUS LES JOURS, PAR

JEROME BAYON.

GAZETTE OFFICIELLE DE LA VILLE ET DE L'ETAT

"Il faut que l'UNION soit conservée."

MERCREDI MATIN, 15 JUILLET 1835.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 15 juillet.

La malle du Nord nous a donné les dates suivantes: Boston 29 juin; N. York 30; Philadelphie 30; Baltimore et Washington 1er. juillet; Charleston 4; Londres et Liverpool 27 mai; Paris et Havre par la voie de l'Angleterre 25.

Par les gazettes du Nord qui nous donnent des extraits des journaux de Londres, nous n'avons rien appris de nouveau de France, sinon un commercial du Havre du 20 mai, et une lettre de notre correspondant du 16.

3 HEURES DU MATIN.—Rien de nouveau relativement à l'arrivée des chalands que l'on attendait ici. Des gardes de ville se sont tenus pendant la journée d'hier et toute la nuit qui vient de s'écouler sur la levée, en débarcadaire des chalans, afin d'exécuter les ordres qu'ils ont reçus. La plus grande vigilance est observée par la police pour arrêter tous les bandits qui nous arrivent de l'Etat du Mississippi.

Nous n'avons rien appris concernant l'assemblée qui devait avoir lieu à l'arcade de Banks.

La ville de Newbern, Caroline du Nord, a été le 23 juin presque détruite par un violent incendie qui a éclaté dans la partie la plus commerçante de la ville. Nous apprenons cependant que presque toutes les propriétés détruites étaient assurées.

CONSIDERATIONS SUR LA LOUISIANE.

Lorsque l'on réfléchit à l'immense quantité des terres de la Louisiane jusqu'à présent inexploitées par l'apathie coupable de nos différentes législatures d'Etat, et par celle plus condamnable encore du gouvernement général des E. Unis auquel appartient la presque totalité de ces terres, on serait tenté de croire que cette seule langue de terre qui borde dans toute l'étendue de la basse Louisiane les deux rives du fleuve Mississippi, que les Florides, une partie des Attakapas et des Opélousas, et ces petites lisières qui longent les bords du bayou Lafourche et de la Rivière Rouge doivent suffire au commerce et aux besoins de toute notre population. Cependant, ces terres encore en friches qui, depuis des siècles n'attendent que le moment où le soc de la charrue viendra entr'ouvrir leur sein vierge, pour concevoir et produire d'abondantes moissons et des trésors inépuisables. Ces terres que l'on peut estimer, en étendue, à environ les sept huitièmes de la superficie de notre territoire, ne devraient elles point, par leur importance mériter l'attention et la sollicitude du Congrès-Général et engager nos législateurs à prendre telles mesures promptes et décisives qui seraient jugées nécessaires pour les rendre propres à la culture?

L'ex-Gouverneur Roman, dans le dernier de ses messages annuels, est le seul, que nous sachions, qui ait recommandé d'une manière particulière et pressante la nécessité de réclamer l'assistance du gouvernement des Etats Unis pour les améliorations internes, comme l'avait fait la plupart des autres Etats de l'Union. La Louisiane seule avait négligé de le faire, et les secours obtenus jusqu'à présent du Congrès soit par des appropriations ou autrement, ont toujours été en raison inverse de ses besoins.

Il est temps, cependant que les Etats-Unis songent à améliorer cette vaste partie de leurs domaines; il est temps surtout que la Louisiane pense à désopiler l'étendue de son territoire, et à augmenter en cela son commerce ses richesses, sa population et son industrie locale.

Il est généralement reconnu que sur le nombre des étrangers arrivant annuellement en notre ville, il s'en trouve, terme moyen, environ un millier qui y viennent pour se livrer à la culture de la terre. Ces étrangers composés, en grande partie, de Suisses, d'Allemands et d'Alsaciens, tous agriculteurs, ne trouvant point ici assez de terres vacantes pour se se livrer à leur genre de travail habituel, émigrent une seconde fois: et remontant le Mississippi, ils se disséminent ensuite et vont s'établir sur les vastes plaines des Etats du Missouri, de l'Illinois de l'Ohio, du Michigan, et du territoire des Arkansas, qui se peuplent entièrement, non à nos dépens, car il nous serait impossible de recevoir maintenant ces nouveaux colons, mais par le peu d'attention que l'on a eue, jusqu'à présent à rendre cultivables cette immense étendue de terres vacantes, qui obtiendraient toujours par leurs richesses et leur fertilité la préférence sur presque toutes celles des autres parties de l'Union.

De grands travaux, nous l'avouons, doivent être entrepris et exécutés soit par l'Etat de la Louisiane, soit par le Gouvernement Général (et c'est à ce dernier qu'il appartiendrait de faire cette opération en raison de ses grands intérêts qui y sont attachés) pour rendre toutes les terres de la Louisiane propres à la culture. Mais ces travaux seraient-ils considérés comme inexécutables à une république célèbre déjà par ses nombreuses innovations et par d'utiles découvertes qui font autant d'honneur aux sciences qu'à la nation qui les a mises au jour? Non. Nous avons très bien qu'il y aura de grandes dépenses à faire, mais ces dépenses doivent rapporter un bénéfice immense et certain. Pourquoi donc l'Etat ou le Congrès se refuseraient-ils à entreprendre un travail de la sorte. Penserait-il qu'il y aurait impossibilité, et qu'ils ne doivent commencer une opération qu'avec une certitude de succès. Certes, ils auraient raison de balancer si nul antécédent ne venait à leur secours pour prouver d'une manière évidente que ce travail tout gigantesque qu'il semblerait être, est pourtant d'une exécution facile, sur tout pour un gouvernement qui a entre ses mains, dans ses coffres on par son crédit des arguments puissans, des ressources inépuisables.

Quoi! serait-ce donc un projet illusoire pour l'Etat ou le Congrès, celui de dessécher tous les marais de la Basse Louisiane? celui d'exhausser et de rendre cultivables toutes ces terres végétales qui ne sont maintenant couvertes d'eau que parce qu'elles sont constamment exposées au débordement des rivières et des bayous, et aux inondations des lacs qui couvrent une assez grande portion de notre territoire? serait-il plus difficile au gouvernement de faire, sur une grande échelle, le travail que font journellement presque tous les habitans des bords du fleuve, depuis celui qui ne l'entreprend qu'après l'avoir soumis à un calcul positif jusqu'à celui qui n'agit que par son propre instinct et d'après la pente naturelle du sol. Parcourons ce nombre, depuis la limite des dernières habitations inférieures jusqu'au bayou Lafourche inclusivement, plus deux cents côtes du fleuve, dans les comtés des Attakapas et des Opelousas, et ailleurs, s'il était nécessaire de le dire, se trouve-t-il un seul planteur qui n'ait, depuis vingt ans ou plus, par le moyen de canaux d'égout et de chaussées, doublé pour le moins l'étendue cultivable de ses terres, et décuplé ses revenus annuels et la valeur intrinsèque de sa propriété. Citons pour preuve de ce que nous avançons les canaux fouillés depuis le detour des Anglais jusqu'à la pointe Duverger; prenons pour preuves, le canal de l'habitation Andry et celui de M. Furey Verret; nous verrons que par cette double fouille tous les habitans de cette partie de la côte depuis la pointe opposée à la ville, jusqu'à la limite des habitations Villeré ou Milligan ont acquis un surplus de terres sur lesquelles ils peuvent planter et récolter maintenant, d'environ dix mille acres: l'étendue totale de leurs concessions monte à peu-près à 20. 160 acres. Nous pourrions citer encore le canal des Foucher, celui des sieurs Dugué frères, celui de M. Lucien Labranche qui se vident tous dans le petit lac des *Canards* ou dans les bayous qui lui sont tributaires: nous pourrions calculer également la quantité immense de terres gagnées par ces différentes saignées. Nous pourrions surtout parler du canal de la Compagnie de Bastaria et de Lafourche, si nous pensions avoir besoin d'autres preuves à l'appui de ce que nous avançons,

Déjà une Compagnie certaine du succès de ses opérations par des antécédents positifs a entrepris de dessécher tous les environs de la ville de la Nouvelle-Orléans, ce noble exemple et les immenses bénéfices qui résulteront de cette entreprise doivent, nous en sommes persuadé, encourager d'autres Compagnies à s'établir pour le même objet, si l'Etat, si le Congrès ne refusaient jamais à faire à leurs propres frais un travail qui doit leur donner, pour des millions dépensés, des milliards de bonifices.

Une chose importante surtout à considérer et qui mérite d'appeler sur elle l'attention de notre Législature c'est l'état actuel d'une grande partie de nos rivières ou bayous dont le cours naturel se trouve obstrué par des embarras qui en rendent la navigation impossible, et qui tendent à opérer dans les endroits où ils se trouvent un débordement sur toutes les terres basses circonvoisines. Plusieurs appropriations ont déjà été faites pour détruire une partie de ces embarras, nous espérons que par les résultats déjà obtenus, on s'occupera à faire disparaître toutes autres obstructions, le plutôt possible.

Nous lisons ce qui suit dans le *Philadelphia Inquirer*:

Nous avons eu le plaisir de converser avec un de nos amis arrivant de Paris où il se trouvait journellement en compagnie avec les officiers de la frégate la Constitution; et ne répandu dans le monde pour se former une juste idée de l'opinion publique en France sur la question de l'indemnité américaine. La *masse du peuple* est décidément opposée à une rupture avec les Etats Unis, et désire une franche réconciliation entre les deux nations; mais tout ce qui tient au service militaire appelle à grands cris la guerre; nous pas particulièrement avec les Etats Unis, mais avec quelqu'autre puissance que ce soit *pour ne pas tuer à faire en faire l'habitude*. La marine Française est formidable et brillante: leurs vaisseaux sont prêts à entrer en campagne, et ils sont nombreux, bien équipés et d'une construction admirable. Les états majors de la marine sont profondément versés dans la tactique navale, en un mot ces officiers sont pour nous servir de l'expression d'un sénateur de Philadelphie, congrès des *real fire and smoke men*, des hommes de feu et flammes. Les officiers de la Constitution ont partout été accueillis avec la plus grande cordialité, et pendant leur séjour à Cherbourg ils ont été traités avec la plus grande distinction, les officiers de marine des deux nations faisant assaut de politesse et de courtoisie. On était convaincu à Paris que les difficultés entre les deux gouvernemens s'arrangeraient à l'amiable.

(Correspondance particulière de l'*Abeille*.)

HAVRE, 26 mai 1835

Mr l'Editeur,

Le complot d'avril est arrivé à 4 h. 5e minute et avant que les débats aient commencé, de nouvelles difficultés sont venues obstruer la marche de l'affaire, de telle façon que MM. les pairs sont moins avancés qu'avant l'ouverture du procès. Je vous ai dit que leur justice dérisoire s'était *fondée sur l'article* 295 *du code d'instruction criminelle* pour refuser aux accusés des défenseurs de leur choix. Le code d'instruction criminelle n'a pas été créé pour la cour des pairs, il y avait donc devant ce tribunal sans loi écrite, une loi d'équité à suivre; celle de la libre défense. Cependant dans la citation de cet article il y avait une quasi-légalité, une apparence de légalité, car on invoquait une loi en usage dans les cours d'assises, on plaçait en quelque sorte cette juridiction exceptionnelle dans la limite des tribunaux réguliers. Aujourd hui c'est bien autre chose: ce même code d'instruction criminelle (art. 257) écarte du jugement, les membres de la cour qui auront participé à l'instruction et voté la mise en accusation sous peine de nullité. C'est à la fois une loi de morale et de sens commun, car des mêmes hommes ne peuvent pas être accusateurs et juges; car la logique ne permet pas de se dédire. Il y avait tout lieu de croire que la cour des pairs ayant déjà appelé à son aide le code d'instruction criminelle, reconnaîtrait la justice de la réclamation des accusés pour éloigner de ses rangs les membres placés dans cette catégorie; point: un arrêt a été rendu qui *declare que les dispositions du code d instruction criminelle ne sont point applicables à la cour des pairs!* De mémoire même de tribunal exceptionnel ou de commission politique, vit-on jamais deux arrêts aussi éminemment contradictoires? seront-ce se moquer du bon sens public, ou prétend-on ne suivre d'autre règle que l'arbitraire, en prenant d'une loi tout ce qui peut aider à la condamnation, en rejetant tout ce qui est du droit de la défense, tout au rebours de l'esprit du législateur qui en faisant à la société une large part de justice, a du autant que possible faciliter la tache de l'avocat, je dirai plus, favoriser l'accusé. Que penser d'un tel déni de justice? Et l'on veut qu'en présence de cette cour prévôtale, le cœur des prévenus garde et refoule toutes les émotions? on veut qu'ils entendent patiemment de telles infamies, c'est le mot! Mais cela est impossible: un spectateur désintéressé assistant à une séance de la cour des pairs en sortirait républicain; car il n'y a pas de plus beau spectacle que de voir l'humanité revendiquer ses droits à la face de ses bourreaux. Oui je le dis en mon ame et conscience ce procès est pire pour Louis Philippe qu'une émeute; il y perd le peu de force morale dont il était encore entouré. Dieu sait d'ailleurs quelles haines s'amassent sur sa tête! on pourrait lui dire comme à Jules César et le rapprochement n'était pas odieux. *Défiez vous des idées de Mars.*

De l'Espagne (car c'est là avec le procès tout ce qui mérite attention) les mauvaises nouvelles se succèdent avec une persévérance désastreuse. La reine n'en est pas encore à jouer le rôle de Marie Thérèse et de se confier au dévouement des Aragonais et des Castillans en leur présentant sa fille mais si au lieu d'être renfermée dans les montagnes de la Navarre et de la Biscaye la guerre est étendue sur une plus grande échelle je regarderais la position de Christine comme désespérée. Cinq généraux, et des meilleurs, usés en deux campagnes, plusieurs armées successivement battues et démoralisées marchant au milieu d'une population hameuse ou tout au moins suspecte, voilà le tableau que nous présente la guerre. Le seul résultat de la mission de lord Elliot a été un échange de prisonniers, et là encore on peut voir un nouveau trait de machiavélisme tory: il est évident que pour les armées de la reine qui peuvent se recruter facilement dans des provinces grandes et tranquilles telles que l'Aragon, les Castilles, l'Andalousie, quatre christinos libérés valent à peine un carliste rendu aux bataillons de Navarre, beaucoup moins nombreux.—On peut néanmoins se rassurer, en jetant les yeux sur la carte d'Espagne: le théâtre de la guerre n'occupe pas la soixantième partie de ce grand empire.

Dans l'Orient, la peste continue à exercer ses ravages. La flotte égyptienne est toujours à Candie en station de paix, et la flotte anglaise là du quitter son hivernage à Malte pour regagner Vourla.—Vous aurez appris déjà sans doute la non-réélection de J. Russell dans le Devonshire. Le noble lord se présente dans le Middlesex. On ne doit pas s'étonner de cet échec en pensant que la nomination de Mr Parker à coûté aux tories 50000 liv. st. Mr Peel s'est trouvé d'ailleurs dans la même position il y a six ou sept ans, et ne fut réélu que dans le second collége où il se présenta.

J'ai oublié de vous dire que MM Guizot, de Broglie, Persil et Humann se sont nommés grands officiers de la légion d'honneur au 1er mai. Mr Persil a signé l'ordonnance de Mr de Broglie, et Mr de Broglie celle de Mr Persil: c'est en termes vulgaires: *passe moi la rhubarbe, je te passerai le séné*. Mr Thiers a eu le bon esprit de rester simple chevalier

Agréez etc, E. L. du Havre.

Le paquebot Indépendence, capitaine Nye parti de Liverpool le 27 mai est arrivé à New York le 27 juin. Il porte des dates de Londres du 26 mai, mais elles ne contiennent rien de bien intéressant.

En Angleterre, aucunes transactions importantes.

FRANCE.—Nos dernières dates de Paris sont du 24 mai. On ne s'occupe plus dans cette ville de la question de l'indemnité américaine. C'est le procès monstre, et l'incident qui s'y rattache, qui absorbent l'attention publique. Mais à chaque séance de nouveaux obstacles viennent en entraver la marche. A la chambre des députés les séances du 22 et du 23 ont été très orageuses. On se rappelle que sur la demande du jeune duc de Montebello, la chambre des pairs fit sommer de comparaître à sa barre deux députés, MM. Cornemin et Puyraveau. M. Cornemin dans un discours éloquent expliqua les motifs qui l'avaient fait agir, et dénonça la conduite de la chambre des pairs comme atténuatoire aux privilèges et à la dignité de la chambre élective. La chaleureuse improvisation de cet honorable député excita les débats et bientôt on n'entendit que les propos les plus outrageans contre la chambre des pairs. Croyant conjurer l'orage le président voulut interposer son autorité, mais à l'instant même sa voix fut couverte par les cris des sténographes des divers journaux. Cet incident extraordinaire produisit un tumulte et une confusion qu'il est impossible de décrire, et qui forcèrent le président à ajourner la séance.

Pendant que ceci se passait à la chambre des députés, les pairs procédaient au jugement de leurs prisonniers. Mais ceux ci, inébranlables dans leur résolution refusèrent de répondre à toutes les questions qui leur furent faites. Il fut donc décidé qu'ils seraient jugés sans être entendus.

La chambre des députés a rejeté la proposition de réduire l'armée d'occupation d'Alger.

Une discussion assez vive s'est engagée entre le maréchal Soult et M. de Montalivet ministre de la maison du roi, au sujet des trois tableaux originaux de Murillo que le maréchal avait vendu au roi pour la somme de 500, 000 fr. Il paraît que les journaux ministériels, en rendant compte de cette transaction, prétendirent que sa majesté n'avait acheté que pour rendre service au maréchal. Celui ci, indigné, écrivit une lettre très énergique à M. de Montalivet lui offrant d'annuler le marché: "l'homme de roi le prit au mot, et il paraît que le maréchal gardera ses tableaux et sa majesté son argent.

ESPAGNE.—La convention relative à l'échange des prisonniers de guerre a cessé entre les troupes de la reine et les carlistes par l'entremise de lord Elliot a excité l'indignation du peuple de Madrid. Des attroupemens d'hommes furieux et de bandits armés ont longtemps menacé d'envahir l'hôtel du ministre Martinez de la Rose. Il a fallu avoir recours à la force armée pour dissiper l'émeute.

Les troupes ont été constamment sous les armes pendant les journées du 21 et 22 mai. La population irritée regrette de la faiblesse du gouvernement de la reine et de peu de chose que ces troupes obtiennent par les cartouches. Le parti des libéraux (exaltados) a quitté toutes les places de nos villes fortes, et peut compter sur l'insurrection en masse de la province entière, aussitôt que le signal en sera donné. Le parti carliste propage de plus en plus dans les villes de la vieille Castille.

Après avoir essuyé plusieurs défaites le général Valdès se trouve contraint à un repos forcé. Il a perdu la confiance des troupes qui demandent un nouveau chef. L'intervention des puissances signataires du traité de quadruple alliance paraît être devenue indispensable. Il est déjà question de l'entrée en Espagne d'une armée portugaise. Un *corps* de troupes anglaises doit se rendre à Oporto, et une armée française doit être prête au premier signal à franchir la frontière.

Les fonds espagnols ont subi une baisse considérable à la bourse de Londres, et le *grand coup* s'en est fait ressentir sur toutes les places de commerce du continent.

[Extrait d'une lettre datée de Madrid 14 mai 1835.]

Les généraux Soublette & Valery commandaient un corps de l'armée qui vient de marcher contre Valencia. Ils ont été battus par les carlistes.